PRÉSIDENCE DU FASO

CAPES
Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales

BURKINA FASO
La Patrie ou la Mort nous Vaincrons

POLICY PAPER

Investissement public agricole et croissance économique au Burkina Faso

Résumé

Au cœur des théories de la croissance et des politiques de développement en vigueur dans notre pays, l'investissement public agricole est reconnu comme un facteur de transformation structurelle. Cette note évalue l'impact d'un effort substantiel d'investissement public agricole sur la croissance. L'analyse repose sur un modèle dynamique d'équilibre général calculable, intégrant les effets d'entraînement des dépenses publiques d'éducation, de santé et d'infrastructures sur les secteurs économiques. Les résultats montrent que l'investissement public agricole constitue le levier le plus efficace pour stimuler la croissance économique. Le scénario d'investissement agricole porte le taux de croissance annuel moyen du PIB réel à 9,8%, contre 6,5% dans le scénario de référence et 7,07% dans le scénario d'investissement non agricole. Il génère également les gains les plus élevés en matière de valeur ajoutée agricole (+3,60 points) et non agricole (+4,91 points), mettant en évidence de forts effets multiplicateurs.

Ces résultats indiquent qu'une réallocation stratégique des dépenses publiques en faveur de l'agriculture permettrait de maximiser les performances économiques globales et sectorielles. Ils plaident pour un renforcement des investissements dans les aménagements hydro-agricoles, les pistes rurales, les intrants agricoles et la transformation des produits agricoles assurant des liens forts entre agriculture, industrie, commerce et services.

Dr Adama NIKIEMA

Chef du département Prospective et Veille Stratégique

OCTOBRE 2025

1. Introduction - Contexte - Justification

Les théories de la croissance soulignent que l'investissement, l'accumulation du capital et le progrès technique sont des moteurs essentiels de la croissance à long terme ; Solow (1956), Harrod (1939), Hicks (1932). Dans cette perspective, Barro (1990) met en avant le rôle des infrastructures publiques dans la création de la richesse, tandis que Schultz (1961) et Becker (1964) montrent que les investissements en capital humain et en recherche-développement renforcent les capacités productives et soutiennent une croissance durable.

Cette importance a été reconnue au niveau international à travers les Objectifs de développement durable (ODD) qui soulignent la nécessité de renforcer la résilience des systèmes agricoles face aux chocs climatiques et au niveau continental à travers la Déclaration de Maputo de 2003, par laquelle les États africains se sont engagés à consacrer au moins 10 % de leurs dépenses publiques à l'agriculture afin de favoriser une croissance agricole annuelle d'au moins 6 %. Cet engagement a été réaffirmé et renforcé par la Déclaration de Malabo de 2014, qui place l'investissement agricole au cœur des stratégies de croissance inclusive, de sécurité alimentaire et de résilience. Au niveau régional, la Politique Agricole de l'UEMOA (PAU) encourage également un renforcement des investissements publics et privés en faveur de la modernisation du secteur agricole et de son intégration dans les dynamiques de développement économique.

Au niveau national, le Burkina Faso a fait de l'investissement agricole une priorité à travers plusieurs cadres stratégiques, notamment le Programme National du Secteur Rural, le Plan stratégique National d'Investissement Agro-Sylvo-Pastoral (2021-2025), le Plan National de Développement (2026-2030) ainsi que des actions comme l'Initiative présidentielle sur la production agricole et la souveraineté alimentaire et l'Offensive agro-pastorale et halieutique. Ces politiques visent à moderniser les exploitations, accroître rapidement la production et assurer la souveraineté alimentaire. Dans un contexte où le secteur agro-sylvo-pastoral représente, selon les données de la comptabilité nationale produites par l'INSD (2023), 12,7 % du PIB, l'investissement public agricole apparaît comme un instrument stratégique pour stimuler la production, renforcer la résilience et soutenir la croissance économique.

Cependant, cet investissement se caractérise par une évolution globalement insuffisante et volatile, ainsi qu'une composition dominée par les infrastructures physiques au détriment de dépenses telles que la recherche, l'innovation et le capital humain. Bien qu'une covariation positive apparente avec la croissance économique soit observée, celle-ci demeure fragile en raison de faiblesses dans la mise en œuvre des politiques publiques. Dès lors, les effets d'entraînement sur l'ensemble de l'économie restent limités, contrairement aux expériences observées dans certains pays où des investissements agricoles mieux ciblés ont généré une croissance soutenue à la fois dans les branches agricoles et non agricoles. À contrario, une allocation sous-optimale expose à un manque à gagner significatif en matière de croissance

~ 10%

des dépenses publiques des États africains sont engagés pour soutenir l'Agriculture afin de favoriser unr croissance agricole annuelle d'au moins 6% (Déclaration de Maputo 2003).

et de transformation structurelle. Cette situation soulève plusieurs questions. Dans quelle mesure une augmentation de l'investissement public agricole améliore-t-elle la croissance globale au Burkina Faso. Quel en est son effet sur la valeur ajoutée du secteur agricole ? Quels sont les effets de diffusion intersectoriels de cet investissement, notamment sur les secteurs non agricoles ?

Pour répondre à ces questions, cette étude mobilise un modèle dynamique d'équilibre général calculable fondé sur une matrice de comptabilité sociale, intégrant explicitement plusieurs types d'effets qui ne sont pas captés dans les transactions marchandes. L'objectif est d'évaluer de manière rigoureuse les effets directs et indirects de l'investissement public agricole sur la croissance économique globale et sectorielle. L'intérêt pour l'action publique est central : il s'agit d'orienter les choix budgétaires vers une allocation plus efficace, en tenant compte non seulement du niveau, mais aussi de la qualité et de la structuration des investissements, afin de maximiser leurs effets multiplicateurs et de soutenir une croissance économique diversifiée et durable pour notre pays.

2. Méthodologie

La présente recherche se fonde sur un modèle dynamique d'équilibre général calculable d'une économie réelle et ouverte, développé pour tester les trois hypothèses suivantes formulées sur la dynamique d'évolution des différentes composantes de l'investissement public agricole :

- Un scénario de référence simulé dans laquelle les deux composantes de l'investissement public (agricole et non agricole) évoluent chacun à son rythme normal (12,5%) comme enregistré entre 2006 et 2012.
- Le scénario d'investissement public agricole correspond à un rythme d'augmentation de 20% de la composante agricole et un rythme normal de celle non agricoles (12,5%).
- Le scénario d'investissement public non agricole repose sur une croissance de 20% de la composante non agricole et une évolution normale de la composante agricole.

La qualité du modèle est testée par comparaison des résultats à d'autres études, par des tests de sensibilité et par la validation avec des données historiques. Les tests ont porté sur certains paramètres d'élasticité du modèle, notamment le taux de dépréciation du capital et l'élasticité de la demande d'investissement. En faisant varier la valeur de chacun de ces paramètres et en procédant à la simulation, nous avons noté que les résultats varient très peu, attestant de la robustesse du modèle. Les simulations de ces scénarii ont abouti à des résultats fiables permettant ainsi leur exploitation à des fins de politique économique.

3. Résultats et discussions

Les simulations indiquent que l'augmentation du niveau l'investissement public agricole génère une croissance réelle soutenue, régulière et auto-entretenue pour l'économie de notre pays sur la période 2013–2030. L'investissement agricole a une capacité plus importante à créer de la croissance comparativement à l'investissement public non agricole.

3.1. Effet sur la croissance globale

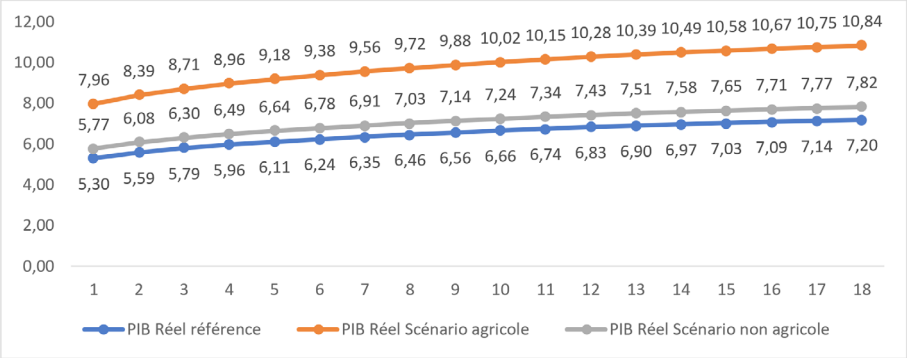
Le scénario de référence, avec une évolution normale des composantes agricoles et non agricoles de l'investissement public, conduit à un taux de croissance annuel de 5,3% en 2013 et de 7,2% en 2030, soit un accroissement global de 1,9 point de pourcentage. Le taux de croissance annuel moyen est d'environ 6,5 % sur la période. En revanche, dans le scénario d'investissement agricole, le taux de croissance passe de 7,96 % en 2013 à 10,84% en 2030, soit un supplément de croissance d'environ 2,88 points. Le taux de croissance annuelle moyen du PIB réel s'établit à 9,8 % sur la période. Par ailleurs, le scénario d'investissement public non agricole conduit à un taux de croissance de 5,77% en 2013 et de 7,82% en 2030 soit un accroissement global d'environ 2,05 points de pourcentage et 0,83 point de moins par rapport au scénario agricole. Le taux de croissance annuelle moyen dans ce cas est de 7,07 %.

Ces résultats soulignent la supériorité de l'investissement public agricole dans la création de croissance économique et atteste ainsi qu'il est plus efficace que l'investissement non agricole. Le mécanisme de transmission repose sur la création des revenus qui stimulent la demande globale, ainsi que sur l'acquisition de biens productifs qui accroissent les capacités de production agricole. Cette croissance favorise la création d'emplois dans les branches agricoles, augmente la production, et via l'effet multiplicateur keynésien, stimule aussi la croissance dans les branches non agricoles. Ces résultats confirment bien également le fait que l'investissement public agricole constitue un levier majeur de croissance économique pour le Burkina Faso et soulignent le fait que l'agriculture ne se limite pas à une simple activité sectorielle, mais joue un rôle stratégique de moteur de croissance économique et de développement structurel.

Beaucoup d'évidences empiriques confirment nos résultats qui attestent du potentiel de croissance économique dont l'investissement public agricole est l'objet. Berthelier et Lipchitz (2005) trouvent, à l'aide d'un modèle économétrique, que l'investissement en capital humain permet de dynamiser les capacités d'innovation et d'adaptation pour le secteur agricole.

Ils vont également dans le sens de ceux obtenus par Zidouemba (2014) qui soutient que les investissements publics dans l'agriculture sont sources de croissance économique. Ils confirment aussi les résultats de Sabo et al. (2010) qui se sont intéressés aux subventions des fertilisants chimiques et qui ont montré que ces subventions ont un impact positif sur la production du maïs, du riz et du coton, ainsi que sur les revenus des agriculteurs vivriers et des coton-culteurs. Ces résultats confirment également ceux de Dansokho (2000), Diao et al. (2010), Diallo et al. (2013) qui mettent en évidence le potentiel de croissance économique dont l'agriculture est sujette. En effet, nos résultats confirment ceux de Dansokho (2000) qui montre que l'agriculture est la voie privilégiée de réduction du déficit public, de relance de la croissance économique et d'accroissement des revenus des ménages urbains et ruraux au Sénégal.

Graphique 1 : Evolution du PIB réel



Source : Auteur, à partir des résultats de simulation.

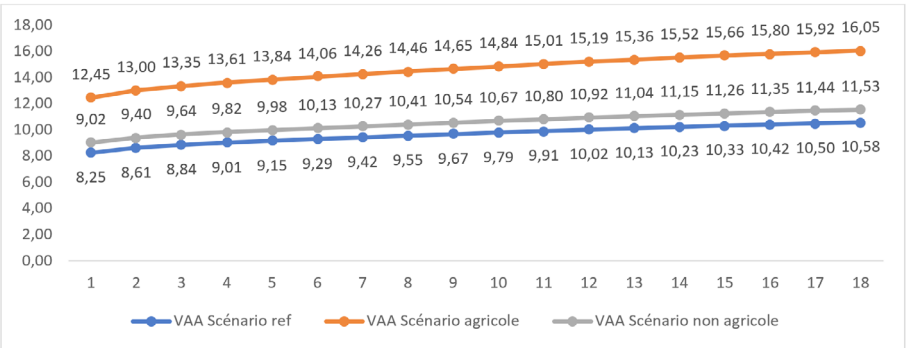
3.2. Effet sur les valeurs ajoutées sectorielles

La capacité de l'investissement public dans l'agriculture à créer de la croissance économique globale, exposée plus haut, trouve son fondement au niveau sectoriel. Les résultats des simulations du modèle montrent une progression régulière de la valeur ajoutée agricole et de celle non agricole pour les trois scénarii. Le scénario d'investissement agricole génère les hausses les plus fortes, tant pour la valeur ajoutée agricole que pour la valeur ajoutée non agricole, indiquant un effet de diffusion et une forte interdépendance entre les secteurs agricoles et non agricoles.

3.2.1. Effet sur la valeur ajoutée agricole

Le graphique 2 montre une progression continue de la valeur ajoutée agricole dans les trois scénarii. Toutefois, le scénario d'investissement agricole génère les gains les plus importants sur l'ensemble de la période de simulation. La croissance de la valeur ajoutée agricole passe de 12,45% en 2013 à 16,05% en 2030, soit un accroissement global de 3,60 points de pourcentage. L'augmentation n'est que de 2,33 points de pourcentage dans le scénario de référence (de 8,25% en 2013 à 10,58% en 2030) et de 2,51 points de pourcentage dans le scénario d'investissement non agricole (de 9,02% en 2013 à 11,53% en 2030). Par rapport au scénario de référence, le scénario agricole procure ainsi un gain supplémentaire de 1,27 point sur la valeur ajoutée agricole sur la période. Il surpasse également le scénario non agricole de 1,09 point. Ces résultats indiquent que les investissements publics orientés vers l'agriculture ont un effet direct et significatif sur les capacités productives du secteur lui-même et permettent d'obtenir des gains supérieurs à ceux procurés par les investissements réalisés dans les autres secteurs.

Graphique 2 : Evolution de la valeur ajoutée agricole



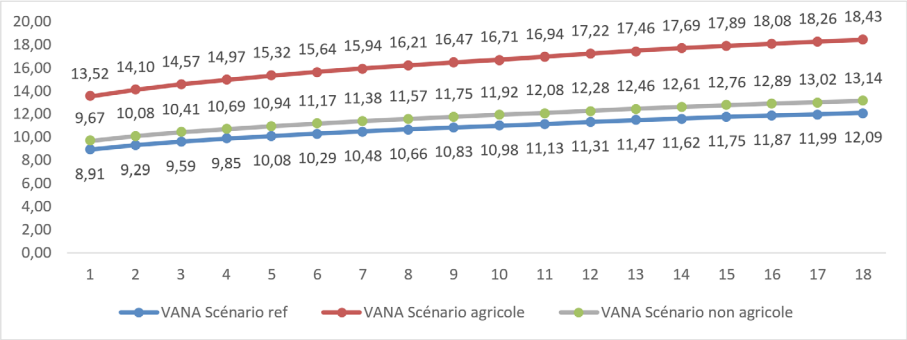
Source : Auteur, à partir des résultats de simulation.

3.2.2. Effet sur la valeur ajoutée non agricole

Le graphique 3 met également en évidence une progression soutenue de la valeur ajoutée non agricole dans tous les scénarii. Le scénario d'investissement agricole demeure le plus performant, avec une augmentation de la valeur ajoutée non agricole qui passe de 13,52% en 2013 à 18,43% en 2030, soit un accroissement global de 4,91 points sur la période. Dans le scénario de référence, la progression est limitée à 3,18 points (8,91% en 2013 à 12,09 % en 2030), tandis qu'elle atteint 3,47 points dans le scénario d'investissement non agricole (9,67% en 2013 à 13,14% en 2030).

Ainsi, l'investissement agricole génère un supplément de croissance de 1,73 point de la valeur ajoutée non agricole par rapport au scénario de référence et de 1,44 point par rapport au scénario non agricole. Ce résultat est particulièrement révélateur des effets d'entraînement de l'agriculture sur le reste de l'économie. Il indique que les investissements réalisés dans le secteur agricole stimulent fortement les activités de transformation, de commerce, de transport et de services.

Graphique 3 : Evolution de la valeur ajoutée non agricole



Source : Auteur, à partir des résultats de simulation.

L'analyse des effets sectoriels montre que l'investissement public agricole produit les gains plus élevés aussi bien dans le secteur agricole que dans les secteurs non agricoles. Sur l'ensemble de la période, il entraîne une augmentation de 3,60 points de la valeur ajoutée agricole et de 4,91 points de la valeur ajoutée non agricole, contre respectivement 2,33 et 3,18 points dans le scénario de référence et respectivement 2,51 et 3,47 points dans le scénario non agricole.

Ces résultats mettent en évidence l'existence d'importants effets multiplicateurs et intersectoriels. Ils suggèrent que l'agriculture joue un rôle de secteur moteur dans l'économie burkinabè, capable de générer des retombées positives dépassant largement son propre périmètre d'activité. L'orientation des investissements publics vers l'agriculture apparaît ainsi comme une stratégie efficace pour maximiser la croissance sectorielle. Ainsi, l'investissement public agricole apparaît comme le levier le plus efficace pour renforcer les liens entre secteurs et améliorer la valeur ajoutée. Ces résultats vont dans le sens de ceux obtenus par Aragie et al. (2018) à travers les simulations d'un modèle récursif dynamique pour le Burkina Faso qui montrent qu'une augmentation de la productivité agricole augmenterait fortement la valeur ajoutée agricole et qu'une croissance agricole accélérée augmenterait les revenus de toutes les classes de ménages et que les investissements publics prévus dans le cadre du PNSR 2 sont susceptibles de créer la croissance de la valeur ajoutée agricole.

4. Implications politiques

Au regard de ces résultats, il apparaît essentiel de renforcer la politique d'investissement public dans le secteur agricole en vue de maximiser les retombées économiques et sociales. Les résultats de nos analyses plaident pour une réorientation stratégique des dépenses publiques d'investissement vers l'agriculture qui est un secteur à plus fort rendement macroéconomique, en raison de sa capacité avérée à produire des effets multiplicateurs supérieurs à ceux des autres secteurs. Nous recommandons entre autres de :



Consentir un effort d'augmentation de l'investissement public agricole d'au moins 20 % par an. Cette recommandation fait suite au résultat clé selon lequel l'investissement public agricole génère plus de croissance économique que l'investissement publique dans les autres secteurs. La supériorité des performances économiques associées à l'investissement agricole indique qu'une augmentation des ressources publiques allouées à ce secteur permettrait d'accélérer durablement la croissance économique. Un relèvement progressif de l'investissement public agricole apparaît ainsi comme un moyen efficace de renforcer l'impact des politiques actuellement mises en œuvre dans le cadre de l'Initiative présidentielle pour la production agricole et la souveraineté alimentaire ainsi que de l'Offensive agropastorale et halieutique.



Allouer prioritairement les investissements aux infrastructures productives assurant les liens entre agriculture, industrie, commerce et services tels que les aménagements hydro-agricoles, les pistes rurales, l'industrie des intrants agricoles, et la transformation des produits agricoles. Cette recommandation tient au résultat selon lequel l'investissement agricole a des effets d'entraînement importants sur les autres secteurs et que ses retombées dépassent largement le secteur agricole lui-même pour se diffuser dans l'ensemble de l'économie. Le renforcement de ces infrastructures permettrait d'accroître davantage ces effets d'entraînement en facilitant les échanges entre agriculture, industrie, commerce et services. Cette recommandation est cohérente avec les objectifs de modernisation et de transformation des chaînes de valeur poursuivis par l'Offensive agropastorale et halieutique.



Intégrer davantage les objectifs agricoles dans les politiques industrielles et commerciales. Les simulations mettent en évidence d'importants effets multiplicateurs et intersectoriels de l'investissement agricole. L'agriculture apparaît comme un secteur moteur capable de stimuler l'ensemble de l'activité économique à travers ses liens avec les industries de transformation, le commerce, les transports et les services. Une meilleure articulation entre politiques agricoles, industrielles et commerciales favoriserait le développement des chaînes de valeur agroalimentaires, la transformation locale des produits agricoles et la création davantage de valeur ajoutée nationale. Cette approche contribuerait également à renforcer les objectifs de souveraineté alimentaire et de transformation structurelle poursuivis par les politiques publiques actuelles.

5. Conclusion

L'objectif de cette note de politique est d'évaluer dans quelle mesure un renforcement de l'investissement public agricole peut contribuer à accélérer la croissance économique globale et sectorielle dans notre pays. Cette question est particulièrement importante dans un contexte marqué par la nécessité d'accroître la production agricole, de renforcer la résilience face aux chocs climatiques et de soutenir la transformation structurelle de l'économie. Les analyses réalisées montrent que l'investissement public agricole constitue une option plus efficace que l'investissement public non agricole pour stimuler la croissance économique et générer des retombées sur l'ensemble des secteurs. Ces résultats confirment le rôle stratégique de l'agriculture comme moteur de croissance économique et de transformation structurelle. Les options proposées, notamment l'augmentation de l'investissement public agricole, le renforcement des infrastructures productives et une meilleure intégration des objectifs agricoles dans les politiques industrielles et commerciales, permettraient d'accroître la croissance économique, de stimuler les chaînes de valeur agroalimentaires, de renforcer la souveraineté alimentaire, de créer davantage d'emplois et d'améliorer les revenus des populations. Elles contribueraient également à consolider les acquis des initiatives en cours, notamment l'Initiative présidentielle sur la production agricole et la souveraineté alimentaire ainsi que l'Offensive agropastorale et halieutique.

Toutefois, les résultats présentés doivent être interprétés à la lumière de certaines limites. L'analyse repose sur une matrice de comptabilité sociale de 2013, donc les résultats ne peuvent pas capturer l'ensemble des évolutions récentes de l'économie ou certains comportements des agents économiques. Également, l'analyse ne traite pas de l'impact de cette croissance sur la pauvreté. Des travaux futurs pourraient actualiser la base de données utilisée, intégrer davantage les effets du changement climatique et analyser les impacts distributifs des investissements agricoles sur les ménages, l'emploi et la pauvreté. Ces approfondissements permettraient d'éclairer davantage les choix de politique publique en vue d'une croissance plus forte, plus inclusive et plus résiliente.

6. Bibliographie

- **Aragie, E., Angelucci, F., & Demanet, C. (2018a)**. *Appui à la formulation du deuxième Programme National du Secteur Rural (PNSR 2) du Burkina Faso. Rapport d'analyse de politique. SAPAA (Projet de suivi et analyse des politiques agricoles et alimentaires) (Numéro Pnsr 2).*
- **Barro, R., & Sala-i-Martin, X. (1996)**. *La croissance économique. In Chenelière/McGraw-Hill (Éd.), Ediscience.*
- **Becker, G. S. (1964)**. *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis with Special Reference to Education. National Bureau of Economic Research, 1 3.*
- **Berthelier, P., & Lipchitz, A. (2005)**. *Quel rôle joue l ' agriculture dans la croissance et le développement. Tiers-Monde, 46(183), 603 624.*
- **Commission de l'UEMOA (2001)** *: Politique Agricole de l'UEMOA (PAU)*
- **Commission de l'Union Africaine (2014)** *: Déclaration de Malabo sur la croissance et la transformation accélérées de l'agriculture en Afrique pour une prospérité partagée et de meilleures conditions de vie*
- **Dansokho, M. (2000)**. *Essai de simulation de l'ajustement structurel dans le secteur agricole au Sénégal à l'aide d'un modèle calculable d'équilibre général (MEGC). UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR.*
- **Diallo, A., Mbaye, B. B., & Thiaw, K. (2013)**. *Productivité agricole, croissance économique et pauvreté au Sénégal : analyse par un MEGC dynamique récursif en microsimulation.*
- **Diao, X., Hazell, P., & Thurlow, J. (2010)**. *The Role of Agriculture in African Development. World Development, 38(10), 1375 1383. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2009.06.011*
- **Harrod, R. (1939)** *An Essay in Dynamic Theory. Economic Journal, 49, 14-33.*
- **Hicks, J.R. (1932)** *The Theory of Wages. Macmillan, London***.**
- **INSD (2023)** *: Comptes nationaux trimestriels 2023*
- **MARAH (2016)** *: Programme National du Secteur Rural 2016-2020,*
- **MARAH (2021)***: Plan stratégique national d'investissement agro-sylvo-pastoral (PNIASP) 2021-2025*
- **MARAH (2023):** *Offensive agro-pastorale et halieutique*
- **MEFP (2026)** *: Plan National de Développement (2026-2030)*
- **Présidence de Faso (2023)** *: Initiative présidentielle sur la production agricole et la souveraineté alimentaire*
- **Schultz, T. P., & Tansel, A. (1997)**. *Wage and labor supply effects of illness in Crte d ' Ivoire and Ghana : instrumental variable estimates for days disabled 1. 53, 251 286.*
- **Solow, R. M. (1956)**. *A Contribution to the Theory of Economic Growth. The Quarterly Journal of Economics, 70(1), 65. https://doi.org/10.2307/1884513*
- **Zidouemba, P. R. (2014)**. *Sécurité alimentaire, productivité agricole et investissements publics au Burkina Faso: une analyse à l'aide d'un modèle d'Équilibre Général Calculable dynamique et stochastique. Centre international d'études supérieures en sciences agronomiques.*

CAPES

Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales

(+226) 25 37 43 55
courrier@capes.bf
www.capes.bf

Scannez ce code QR et accédez
à l'ensemble de nos policy papers

Le savoir au service du développement !